

# L'ALGERIE EN CRISE

## I- Généralité :

Depuis le début des **années 1990**, le gouvernement algérien mène une guerre sans merci contre les tentatives d'établir en Algérie une république islamique.

**Mais que se passe-t-il réellement en Algérie ?**

**Comment le pays en est-il arrivé là ?**

## II- Genèse de la Crise :

La croissance démographique est particulièrement forte : l'Algérie compte **8,7 millions d'habitants** en 1950 ; **14,3** en 1970 et **32,3** en 2003. Sa population a plus que doublé **en 30 ans**.

Cet accroissement de la population a d'importantes répercussions économiques : le nombre d'élèves passe de **1,5 million** en 1966 à **7 millions** en 2000. Et **250 000 personnes** arrivent **chaque année** sur le marché du travail.

Or la croissance économique est insuffisante. Le chômage frappe **25,4 %** de la population **en 2004**. La crise du logement est endémique.

### 1- Un Développement déséquilibré :

Ancienne colonie française, l'Algérie n'a obtenu son indépendance qu'après une guerre de **huit ans (1954-1962)**. Le Front de libération nationale (**FLN**), qui a organisé la lutte, a pris le pouvoir au départ des Français. Il est bientôt devenu le seul parti autorisé.

L'Algérie est un pays riche en ressources naturelles (le **gaz** et le **pétrole** du Sahara). **En 2002**, son PIB PPA s'élève ainsi à **180,4 milliards de dollars**.

L'Algérie a privilégié, sur le modèle soviétique, le développement des industries lourdes au détriment des industries de consommation. **57,4 %** du PIB proviennent du secteur secondaire.

Les produits algériens s'exportent très mal (**95 %** des exportations sont ainsi constituées des seuls hydrocarbures). Certaines usines tournent à **60 %** de leurs capacités faute de commandes. Cette politique économique a conduit le pays à une quasi-faillite, accentuée encore par la chute du prix du pétrole, **en 1986**.

Au cours des **années 2000**, en revanche, les cours élevés du pétrole et certaines réformes économiques inspirées par le Fonds monétaire international (**FMI**) ont permis d'améliorer substantiellement la situation économique du pays.

L'Algérie s'est endettée pour financer son industrialisation et acheter les biens de consommation qu'elle ne fabrique pas. Sa dette représente aujourd'hui **22 milliards de dollars**, soit maintenant seulement **68 %** de la valeur de ses exportations annuelles contre **200 %** il y a une **dizaine d'années**.

## 2- La Poussée islamiste :

En **1989**, intervient un changement de politique : le **multipartisme** est autorisé ; les prix sont libérés ; l'économie s'ouvre aux capitaux étrangers ; certaines entreprises (comme Air Algérie) sont privatisées ; des partenariats sont créés avec des compagnies étrangères pour exploiter les hydrocarbures.

Les entreprises algériennes sont fragilisées par la concurrence internationale ; beaucoup font faillite. Le chômage augmente fortement : **un jeune sur deux** est sans travail. En revanche, l'inflation semble aujourd'hui maîtrisée.

Le mécontentement populaire favorise l'avènement du Front islamique du salut (**FIS**), qui critique le gouvernement et souhaite l'instauration d'une république islamique.

## 3- La Guerre civile :

En **1990**, le FIS remporte les premières élections municipales démocratiques avec **54 %** des voix. En **1991**, il arrive en tête lors du premier tour des législatives.

Le FLN est désavoué. Le Haut conseil de sécurité, contrôlé par l'armée, « suspend » alors les élections et fait arrêter de nombreux dirigeants islamistes. Le FIS est interdit.

À partir de **1992**, des islamistes regroupés dans l'Armée islamique du salut (**AIS**) ou dans les Groupes islamiques armés (**GIA**) prennent les armes et entrent en rébellion contre le gouvernement militaire.

De **1992** à **1994**, la guérilla a lieu en ville et bénéficie du soutien d'une partie de la population.

Les islamistes s'attaquent aux militaires, aux fonctionnaires, aux civils et bientôt aux intellectuels et aux étrangers : attentats à la bombe, assassinats, enlèvements, massacres, attaques contre des casernes ou des sites industriels et pétroliers.

L'armée réagit : **17 000** « **militants** » sont internés dans les camps du Sahara ; des unités anti-guérilla sont créées. L'aide étrangère permet de financer la répression et la modernisation des forces militaires.

En **1997**, l'AIS lance un appel au cessez-le-feu (les GIA poursuivent la lutte). Les sites industriels, notamment pétroliers, sont protégés. La guérilla ne menace plus la survie du régime. Des élections contrôlées donnent aux militaires un semblant de légitimité.

En 2000, l'AIS se dissout. Les actes de rébellion deviennent sporadiques. Le gouvernement du président Abdelaziz Bouteflika semble avoir maîtrisé sinon réglé le problème posé par la rébellion islamiste. La guerre civile a fait **100 000 morts**.

### III- La Dictature militaire :

Paradoxalement, la légitimité du pouvoir des militaires vient du maintien d'un certain seuil d'insécurité : la violence islamiste permet de justifier l'état d'urgence, le contrôle des médias et des élections, les demandes d'aide financière à l'étranger. Les islamistes servent d'« **épouvantail** ».

Pour certains, l'insécurité (qui règne toujours) serait largement entretenue par l'armée. La violence s'exerce en priorité, désormais, contre des civils. Elle s'étend aux campagnes et gagne l'ensemble de la société.

Les populations s'arment, embauchent des gardes, constituent des milices. En **dix ans**, plus de **350 000 civils** ont ainsi officiellement pris les armes.

Avant la guerre civile, **un jeune sur deux** était au chômage, sans avenir et sans espoir. Aujourd'hui, toute une génération semble sacrifiée : de nombreux enfants ne vont plus à l'école, surtout dans les zones rurales. La prostitution et la consommation de drogues dures sont en progression. L'Algérie, dans un grand désarroi, va devoir trouver des solutions économiques et politiques.